

Afrique du Sud et Kenya : nouvelles collaborations avec INRAE

INRAE était présent à la réunion annuelle des scientifiques agricoles au G20-MACS en Afrique du Sud, fin mai 2025, avant de poursuivre des échanges fructueux avec ses partenaires kenyan.

Conduite par Philippe Mauguin, président-directeur général d'INRAE, une délégation française s'est rendue en Afrique du Sud pour participer à la réunion annuelle des scientifiques agricoles en chef du G20 MACS – Meeting of Agricultural Chief Scientists. L'occasion pour INRAE de rencontrer ses partenaires en Afrique du Sud puis au Kenya et développer de nouveaux projets de collaboration, dans une approche fédératrice à la fois en termes d'équipe France et dans le cadre de l'initiative TSARA.

Organisée par l'Agricultural Research Council (ARC) sud-africain, la réunion des scientifiques agricoles en chef du G20 s'est tenue du 26 au 28 mai 2025 en Afrique du Sud. Cette rencontre annuelle permet à ses membres (représentants ministériels et d'organismes de recherche agricole) d'échanger sur les systèmes de recherche agricole et les perspectives de développement des pays du G20 et d'énoncer des recommandations en amont des rencontres ministérielles et du sommet du G20. La délégation française, conduite par Philippe Mauguin, président-directeur général d'INRAE, comptait également Thierry Caquet, vice-président International d'INRAE, Joachim Huet, chargé de coopération multilatérale à la direction des Relations internationales d'INRAE, et Andrée Sontot, représentante du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

Au programme de cette rencontre : la transformation des systèmes agroalimentaires, la gestion durable de la biodiversité, des ressources génétiques et des ressources naturelles, la santé des sols, l'adaptation de l'agriculture au changement climatique, ainsi que les enjeux de bioéconomie et d'agriculture numérique.



Philippe Mauguin a introduit la première session thématique cons

ac
ré
e
à
la
tr
an
sf
or
ma
ti
on
de
s
sy
st
èm
es
al
im
en
ta
ir
es
.
Il
a
ap
pe
lé
le
s
Ét
at
s
du
G2

à
«
en
co
ur
ag
er
l'
in
té
gr
at
io
n
in
te
rs
ec
to
ri
el
le
en
tr
e
le
s
sc
ie
nc
es
ag
ri
co
le
s,
du

cl
im
at
,
de
la
bi
od
iv
er
si
té
,
de
la
nu
tr
it
io
n
et
le
s
sc
ie
nc
es
so
ci
al
es
af
in
de
gé
né
re

r
de
s
co
nn
ai
ss
an
ce
s
ho
li
st
iq
ue
s
et
ex
pl
oi
ta
bl
es
;
à
so
ut
en
ir
le
s
pa
rt
en
ar
ia
ts

in
te
rn
at
io
na
ux
de
re
ch
er
ch
e
et
d'
in
no
va
ti
on
ai
ns
i
qu
e
la
co
op
ér
at
io
n
in
te
rg
ou
ve

rn
em
en
ta
le
po
ur
tr
an
sf
or
me
r
le
s
sy
st
èm
es
al
im
en
ta
ir
es
et
l'
ag
ri
cu
lt
ur
e
pa
r
la
re

ch
er
ch
e
;
et
en
fi
n
à
re
nf
or
ce
r
l'
in
te
rf
ac
e
sc
ie
nc
e-
po
li
ti
qu
e
en
do
nn
an
t
au
x

in
st
it
ut
io
ns
de
co
nn
ai
ss
an
ce
le
s
mo
ye
ns
d'
ét
ab
li
r
de
s
mé
ca
ni
sm
es
dy
na
mi
qu
es
d'
éc

ha
ng
es
bi
di
re
ct
io
nn
el
s.
»
Il
a
no
ta
mm
en
t
ci
té
l'
in
it
ia
ti
ve
TS
AR
A
(T
ra
ns
fo
rm
er
le

s
sy
st
èm
es
al
im
en
ta
ir
es
et
l'
ag
ri
cu
lt
ur
e
pa
r
la
re
ch
er
ch
e
en
pa
rt
en
ar
ia
t
av
ec
l'

Af
ri
qu
e)
co
mm
e
un
ca
dr
e
pe
rt
in
en
t
po
ur
co
nc
il
ie
r
ce
s
ob
je
ct
if
s.

L'Initiative TSARA

Fondée sur la co-construction entre des institutions de recherche et de formation en Afrique et en Europe, l'initiative TSARA vise à développer une recherche partenariale de long terme pour accompagner la transformation des systèmes alimentaires et agricoles. Elle met en regard les défis que l'Afrique et l'Europe ont à relever ensemble, à travers le partage de savoirs et de pratiques, des projets et actions de recherche, d'innovation et de formation,

pérennes et à impact.

INRAE, le Cirad et l'Université de Pretoria formalisent leur collaboration

Pour les rencontres en marge du G20-MACS, la délégation intégrait également Aurélien Leynet, attaché de coopération scientifique et universitaire, à l'ambassade de France, Jean-Marc Bouvet, directeur régional Afrique australe et Madagascar du Cirad et représentant INRAE, Laurent Vidal, directeur du bureau conjoint CNRS-IRD-Cirad en Afrique du Sud, et Séverine Jaloustre, directrice adjointe du F'SAGRI.

Classée parmi les meilleures en Afrique, l'Université de Pretoria entretient une collaboration depuis plusieurs années avec le Cirad et INRAE. Membre fondateur de l'initiative TSARA et impliquée dans le projet FAMA (Food and Microbiota in Africa), elle l'est également dans l'initiative internationale One Water Vision. Le déplacement de la délégation française en Afrique du Sud a ainsi permis de signer un accord tripartite entre INRAE, le Cirad et l'université de Pretoria. Cet accord formalise les collaborations autour de la durabilité des systèmes agricoles.

[One Water Vision : une coopération internationale portée par l'innovation spatiale](#)



One Water Vision est un programme international ambitieux qui vise à améliorer la gestion des

ressources en eau à travers des outils innovants et une coopération scientifique mondiale. Les missions spatiales SWOT et TRISHNA, avec leurs données d'une précision inégalée, joueront un rôle central pour compléter les services existants et mieux comprendre les cycles de l'eau, y compris dans les régions les plus isolées.

Quelques jours plus tôt, la délégation INRAE avait participé à un temps d'échange à propos du F'SAGRI, ce « French South African Agricultural Institute ». Mis en place en 2015, il vise à renforcer les capacités de 4 « universités historiquement défavorisées » – les universités de Venda, du Limpopo, de Fort Hare et du Zululand – (formation d'étudiants, d'enseignants, programmes de recherche communs) et d'appuyer le développement d'entreprises innovantes du secteur agricole et agroalimentaire. L'occasion de présenter INRAE et l'initiative TSARA à la quarantaine de participants et d'envisager les synergies à mettre en place.

À la rencontre de l'écosystème de recherche kenyan



Visite de l'Université de Nairobi par la délégation française

La
se
co
nd
e
pa
rt
ie
du
dé
pl
ac
em
t
s'
es
t
dé
ro
ul

ée
à
Na
ir
ob
i,
au
Ke
ny
a,
af
in
de
pe
rm
et
tr
e
à
la
dé
lé
ga
ti
on
IN
RA
E
de
re
nc
on
tr
er
le
s
ac

te
ur
s
de
l'
éc
os
ys
tè
me
de
re
ch
er
ch
e
et
fo
rm
at
io
n
ag
ri
co
le
ke
ny
an
:
l'
IC
IP
E
(I
nt
er

na
ti
on
al
Ce
nt
re
of
In
se
ct
Ph
ys
io
lo
gy
an
d
Ec
ol
og
y)
,
le
KA
LR
0
(K
en
ya
Ag
ri
cu
lt
ur
al
&

Li
ve
st
oc
k
Re
se
ar
ch
Or
ga
ni
za
ti
on
) ,
l'
un
iv
er
si
té
de
Na
ir
ob
i
et
le
ce
nt
re
CG
IA
R
IL
RI

(I
nt
er
na
ti
on
al
Li
ve
st
oc
k
Re
se
ar
ch
In
st
it
ut
e)
.
La
ur
ic
Cé
ci
ll
on
,
CO
CA
C
ad
jo
in
t

et
AC
SU
à
l'
Am
ba
ss
ad
e
de
Fr
an
ce
,
Al
ex
an
dr
e
Ca
ro
n
re
pr
és
en
ta
nt
la
Di
re
ct
io
n
ré
gi

on
al
e
du
Ci
ra
d
et
Ma
ri
e
Sc
hi
ll
ch
ef
fe
de
pr
oj
et
TS
AR
A
à
IN
RA
E
on
t
co
mp
lé
té
la
dé
lé

Il s'agissait, en association avec le Cirad et l'IRD, d'initier ou de renforcer l'implication de ces acteurs kenyans dans TSARA, d'identifier des pistes de projets conjoints à développer dans le cadre de cette initiative, de poser les bases de la 4^e assemblée générale de TSARA (prévue à Nairobi en 2026) et de préparer la future co-présidence africaine de TSARA qui sera prise en 2026 par le directeur général de l'ICIZE, Dr Abdou Tenkouano.

Les échanges ont été fructueux. TSARA est apparu comme un cadre de travail pertinent de développement des

collaborations, dans une approche fédératrice des thèmes, dispositifs, partenariats, à l'échelle régionale et continentale, renforçant la place du Kenya et fédérant les membres français.

Thématiques d'intérêt partagé :

- One health, territoires de santé, agroécologie, santé des plantes et des animaux
- les sols (préservation et restauration, séquestration du carbone, biofertilisation)
- l'élevage (génétique et races locales, alimentation, santé, zoonoses, AMR, mitigation des GES)
- la nutrition-santé et le microbiote
- l'agriculture en zone sèche et la gestion de l'eau
- le numérique (gestion des datas, intégrées et accessibles à tous, digital technologies et justice climatique)
- le renforcement des capacités, la formation, l'innovation, les mobilités, pour les étudiants et les scientifiques mais également les agriculteurs
- l'interface science-politique et la prospective.

Il a été convenu de monter des projets conjoints, en mobilisant les dispositifs de soutien propres aux organismes, ceux nationaux, européens et internationaux, et en valorisant de nombreux points d'appui existants :

- les différentes task forces thématiques de TSARA
- le dP TRACE en cours de co-construction (Transforming agriculture for animal, crop and ecosystem health)
- les initiatives PREZODE, OFVi, OWVi ; les PEPR ou PPR Agroécologie et numérique et Managing environmental hotspots and transmission of AMR
- le projet AMI INRAE pour TSARA MIPClan-Living lab
- le consortium international STAR-IDAZ, etc.

Les perspectives de 2026 (sommet Afrique-France, coprésidence kenyane de TSARA) constituent des jalons particulièrement motivants pour l'action collective. Les institutions ont convenu d'organiser prochainement des échanges entre scientifiques et d'initier des collaborations concrètes sur les thèmes partagés. KALRO, l'université de Nairobi et ILRI envisagent leur adhésion à TSARA.

Une rencontre avec la scientifique en chef du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), dont le siège est à Nairobi, a été organisée sous l'égide de l'ambassade de France. Elle a permis de poser les bases d'un futur accord-cadre pentapartite entre INRAE, le Cirad, l'IRD, le CNRS et le PNUE. Parmi les domaines de collaboration identifiés : la santé des sols, la séquestration du carbone dans les sols, la résistance aux antimicrobiens, la télédétection par satellite, l'approche One health ou encore les aspects de prospectives, d'expertise collective scientifique et d'appui aux politiques publiques.

En savoir plus sur [l'initiative TSARA, transformer les systèmes alimentaires et l'agriculture par une recherche en partenariat avec l'Afrique – publication avril 2024](#)

Photo de tête de l'article : Signature d'un accord tripartite entre Jean-Marc Bouvet, représentant du Cirad, Francis Petersen, vice-président de l'université de Pretoria, et Philippe Mauguin, PDG d'INRAE.

Rédacteurs de l'article : Joachim HUET, Chargé d'affaires multilatérales, joachim.huet@inrae.fr

Contributeurs : Marie Schill, Cheffe de projet TSARA, marie.schill@inrae.fr et Tom Collet, Chargé de partenariats Afrique, tom.collet@inae.fr – Direction des relations internationales – INRAE

Contact : Alexandre COURTOUX, Chargé de mission Recherche et Innovation internationales – Direction générale de l'enseignement et de la recherche – MASA, alexandre.courtoux@agriculture.gouv.fr

Innovation ne rime pas [toujours] avec digitalisation

Le *French South African Agricultural Institute – F’SAGRI* a bénéficié de l’expertise d’Eric DEBOEUF, directeur d’exploitation de la ferme de Borde Basse de l’EPLEFPA de Saint-Gaudens, en novembre 2023 et ce pendant 10 jours, pour présenter la vision française de l’innovation en agriculture au Botswana.

L’intervention de l’expert Eric DEBOEUF, mobilisé par le réseau CEFAGRI de la DGER via le BRECI, a préfiguré ce que pourrait être l’appui des directeurs d’exploitations agricoles dans le dispositif F’SAGRINNOV, structure bilatérale, qui est en devenir et qui sera dédiée à l’innovation.

Cette mission d’expertise s’est déroulée en deux temps, le premier par un déplacement au Botswana à l’occasion de la *Global Entrepreneurship Week*, puis par des visites de structures partenaires et de fermes dans deux provinces d’Afrique du Sud.

Au Botswana : parler d’innovation frugale devant un public acquis à l’innovation technologique

Lors de leur déplacement au Botswana, Eric DEBOEUF et Séverine JALOUSTRE, Directrice adjointe du F’SAGRI, ont tout d’abord participé à une réunion au Ministère de l’Agriculture avec le Ministre, l’ensemble de ses conseillers agricoles, l’Ambassadeur Olivier BROCHENIN et l’équipe française,

constituée de représentants du Service Economique Régional, de Business France et de Hervé Lejeune, membre du Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAAER) venu faire une mission d'identification de pistes de collaboration entre le Botswana et la France. Cette réunion a été l'occasion d'évoquer ces pistes avec les partenaires botswanais.

Ensuite, ils ont pu rencontrer les représentants de BUAN, *the Botswana University of Agriculture & Natural Ressources*. Cette rencontre a permis de promouvoir le F'SAGRI et ses activités, la richesse du réseau d'expertise française et de prendre des contacts pour de futurs projets.

Le point d'orgue de ce déplacement a été le séminaire dédié à l'innovation organisé par Mooketsi Tekere, jeune entrepreneur botswanais qui a créé un « innovation hub ». Durant ce séminaire, Eric a pu présenter le continuum recherche-innovation-enseignement agricole porté par la Direction Générale de l'Enseignement agricole et de la Recherche et le rôle que peut jouer une exploitation agricole au sein d'un Établissement d'enseignement agricole dans ce continuum. Sa présentation, fort appréciée, a mis l'accent sur la nécessité de bien réfléchir aux innovations que l'on souhaite mettre en place et sur l'intérêt des innovations « non technologiques », allant à l'encontre de l'idée reçue partagée par une grande partie de l'audience botswanaise, selon laquelle toute innovation passe par le développement d'une application sur smartphone. Concernant les innovations « non technologiques », Eric a insisté dans sa présentation sur toutes les pratiques agronomiques, zootechniques, les méthodes et les techniques innovantes mises en place sur la ferme de Borde Basse.

En Afrique du Sud : visite de partenaires et de jeunes fermiers afin de préciser ce que pourrait être l'action du F'SAGRI



Dans le Gauteng, une première journée a été consacrée à la visite de deux fermiers, membre de l'*African Farmers' Association of South Africa* – AFASA, qui regroupe de jeunes agriculteurs.

Le matin, Kea, jeune agricultrice de 26 ans installée avec ses parents faisait visiter sa ferme de 310 hectares produisant de la viande bovine, complétée par des activités de diversifications autour du maraichage notamment.

L'après-midi, c'était au tour de Katlego, 37 ans, de présenter sa « micro ferme » de production de cannabis et ses dérivés (pour la recherche, l'expérimentation, la transformation en divers produits : huiles, crèmes, etc.).



Ces deux visites ont permis d'échanger sur les difficultés de ces jeunes agriculteurs, dont l'activité peine à se développer par manque de moyens et d'appui.



La deuxième journée fut consacrée à la visite de l'ARC (équivalent de l'Inrae) pôle production animale, à Pretoria. Ce site comporte, entre autres, un centre de recherche sur la viande qui intègre un abattoir

avec un laboratoire de recherche, un centre de recherche en industries laitières et un pôle vaches laitières.

Cette visite a aussi été l'occasion de rencontrer le Professeur Norman Maiwashe, responsable de ce site mais aussi

directeur du F'SAGRI... un temps mis à profit pour discuter des premières conclusions de cette mission et des leçons à en tirer pour définir les prochaines actions du F'SAGRI.

La fin de la mission d'Eric s'est déroulé dans le Limpopo, avec une première journée de visite de l'Université de Venda et de sa ferme expérimentale et pédagogique. L'Université de Venda envisage de créer un centre d'excellence pour appuyer le développement économique des communautés locales et a pu, à ce titre, bénéficier de l'expérience d'Éric dans l'organisation d'ateliers de vulgarisation destinés aux agriculteurs.



Lors de la deuxième journée, Judith, une agricultrice expérimentée et diplômée en agriculture, faisait visiter sa ferme. C'est une ferme de 40 ha, orientée vers la production de volailles de chair, la culture

maraichère de plein champ et sous serre ainsi que quelques arbres fruitiers. Judith n'est pas inconnue du F'SAGRI puisqu'en 2020, elle remportait un appel à petits projets du FSAGRI qui a permis de financer une petite pépinière pour les semis. Depuis, la ferme, alors florissante, a connu des difficultés dont Judith peine à se tirer.

Un rapport de mission a été réalisé par Eric et Séverine et rendu à la DGER avec un certain nombres d'axes et de propositions de travail. Déclinés étapes par étapes, ils permettent de proposer une feuille de route dans le prolongement de cette mission.

Avis d'expert



Bonjour. Je suis directeur d'exploitation agricole depuis 14 ans après un cursus dans l'enseignement agricole en Auvergne à Lempdes (63) et un diplôme d'ingénieur de l'ENITA de Clermont-Ferrand (63). Un passage dans le Jura (EPLEFPA de

Montmorot) puis en Haute-Loire (EPLEFPA du Velay), je suis actuellement directeur de la Ferme de Borde Basse de l'EPLEFPA de Saint-Gaudens en Haute-Garonne.

C'est une ferme de 175 ha avec 5 salariés pour 4,25 ETP et 3 ateliers de production. Un atelier de 80 vaches laitières en agriculture biologique, un atelier de transformation de produits laitiers (yaourts, crèmes desserts, fromage blanc et faisselle et fromage lactique) et pour finir un atelier ovin viande en label Rouge et IGP agneaux des Pyrénées. Les 175 ha de SAU sont destinés à l'alimentation des troupeaux ainsi qu'à l'accueil des 300 béliers de la station d'évaluation et de vente de reproducteurs de l'UPRA Ovine des Pyrénées Centrales. La ferme est résolument tournée sur ses 5 missions avec de nombreux projets autour de l'agroécologie en lien de plus en plus étroit avec le changement climatique, par nécessité. De nombreux partenariats et projets d'expérimentations sont menés dans ce sens avec le Chambre d'Agriculture (31), l'INRAE de Toulouse et le GIP Transition de Toulouse, etc.





Malgré la distance de la ferme (11km) de l'établissement, nous accueillons chaque semaine les élèves et apprentis en mini-stages et en travaux pratiques sur l'ensemble des ateliers.

Comment as-tu été associé à cette mission du F'SAGRI ?

J'ai été contacté par l'animatrice du réseau CEFAGRI, sur recommandation de mon directeur Vincent LABART qui m'a d'abord parlé très succinctement de la mission en Afrique du Sud et au Botswana pour un départ dans les 10 jours, conditionné par un besoin de réponse rapide !

J'ai donné une réponse positive de principe et les choses se sont enchaînées rapidement avec quelques visio-conférences avec le réseau CEFAGRI, le BRECI, et Séverine Jaloustre, pour présenter, organiser et préparer la mission.

Quelles conclusions en tires-tu en termes de projets pour le F'SAGRI ?

Potentiellement, le champ des possibles est immense (à mettre au regard de la taille du pays aussi) et les besoins réels ! Le F'SAGRI peut jouer un rôle intéressant et complémentaire sur place aux côtés des agriculteurs de ses zones de collaborations. Il y a des besoins en formations techniques mais aussi managériales et commerciales. A chaque visite que l'on a pu faire, les échanges ont été riches et surtout très vite orientés sur de la technique, des « trucs et astuces », des approfondissements sur les business plans, etc. Cette vision est bien sûr à étoffer et à compléter lors d'éventuelles nouvelles missions.

Comment peut-on y associer les DEA ?

Les Directeurs d'exploitation agricoles et des Directeurs d'ateliers technologiques (DEA/DAT) pourraient être associés

de diverses manières aux projets menés par F'SAGRI en participant et en animant des webinaires pour des échanges d'expériences et de méthodologies de réflexion et de gestion des exploitations.

Ils peuvent mettre en place un système de mentorat entre des candidats ayant des projets présentant un certain degré d'innovation et des DEA/DAT avec des typologies de production assez similaires et un niveau d'anglais satisfaisant.

Les DEA sont les référents pour la mise en place de programme de mobilité en France, pour faire venir des candidats sélectionnés en amont par le F'AGRI sur des EPLEFPA pour des visites d'exploitations, des échanges avec les étudiants, etc. Les candidats pourraient éventuellement participer à des formations ciblées lors de cette mobilité courte. L'objectif à terme serait que ces candidats deviennent de futurs « formateurs internes » pour le F'SAGRI en Afrique du Sud.

De manière plus personnelle, qu'as-tu retiré de cette expérience ?

Je suis reconnaissant d'avoir pu participer à une telle mission et que le réseau CEFAGRI ait fait appel à moi. C'est enrichissant sur le plan professionnel mais aussi personnel de découvrir un autre pays et une partie de son agriculture et de sa population. Au début de la mission, il a fallu « dépoussiérer » mon anglais pour être de plus en plus à l'aise dans les échanges que j'ai pu avoir.

Je remercie une nouvelle fois Séverine JALOUSTRE pour son accueil sur place, sa bienveillance et la conduite de cette mission ainsi que toute mon équipe de salariés de la ferme qui a, en mon absence non anticipée, assuré une bonne continuité de fonctionnement.

Photo de tête d'article, crédit photographique Tshekiso Tebalo/Xinhua – Tomates sous des panneaux solaires à l'Université d'agriculture et de ressources naturelles du

Botswana à Gaborone, au Botswana

Contacts : Séverine JALOUSTRE, responsable du programme F'SAGRI, severine.jaloustre@ul.ac.za

Vanessa FORSANS, animatrice du réseau CEFAGRI de la DGER, vanessa.forsans@educagri.fr

Rachid BENLAFQUIH, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise à l'international au BRECI/DGER, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr

Séminaire dans le KwaZulu-Natal

La coopération franco sud-africaine entre le F'SAGRI, les colleges agricoles de Cedara, d'Owen Sithole et l'université d'Unizulu a fait naître un projet de réflexion, concrétisé par un séminaire sur les questions d'éducation comme solution aux défis des agriculteurs.

En 2015 naît en Afrique du Sud le F'SAGRI, un programme de coopération de l'institut agronomique Franco-Sud-Africain dont l'objectif est d'« Améliorer les compétences professionnelles pour réussir les projets entrepreneuriaux des jeunes Sud-Africain·es diplômé·es de la formation agricole supérieure et technique ». Piloté par Séverine Jaloustre du MASA et Norman Maiwashe de l'ARC (Agricultural Research Council), le F'SAGRI

bénéficie d'un comité stratégique bilatéral composé côté français de Rachid Benlafquih et Philippe Renard du BRECI, côté sud-africain de François Davel et Kgomotso Seikaneng du DSI (Department of Sciences and Innovation) du Ministère de la Recherche.



En septembre 2021, les lycées professionnels polyvalents (TVET) et les *colleges* agricoles (identiques à nos lycées agricoles) rejoignent le programme destiné initialement à renforcer les compétences des étudiant·es comme des enseignant·es des universités de Fort Hare, de Venda et du Limpopo. En 2022, l'université Unizulu adhère également au dispositif.

En mars 2023, au regard des similarités avec l'enseignement agricole technique français, William Gex et Didier Ramay, animateurs du réseau géographique Afrique australe – Océan Indien-AAOI de l'enseignement agricole français, effectuent une mission exploratoire dans les provinces du KwaZulu-Natal et de l'Eastern Cape.



Le projet se recentre sur l'université d'Unizulu qui, en concertation avec les *colleges* agricoles de Cedara, d'Owen Sithole (OSCA) et la région du KwaZulu-Natal valident l'organisation d'un séminaire fin 2023. Quatre expert·es du CEFAGRI (2 enseignant·es

d'économie, un directeur d'établissement et une déléguée régionale à l'ingénierie de formation) sont alors recruté·es pour animer un séminaire au KwaZulu-Natal début décembre 2023. Leur mission débute fin novembre par 3 jours de visites de fermes locales et de rencontres dans les deux *colleges* partenaires.

Le séminaire « A travers l'éducation, comment relever les défis quotidiens des agriculteurs émergents »



Le 30 novembre 2023 au matin, plus d'une quarantaine de participant·es se retrouvent au cœur des champs de canne à sucre d'Empangeni pour échanger et partager autour de l'enseignement agricole et de ses enjeux locaux dans le cadre de la réforme foncière. Après les présentations protocolaires du séminaire, les systèmes d'enseignement agricoles français et sud-africains sont détaillés. La 2^e partie de la matinée est consacrée à l'étude des référentiels de formation et leur processus de construction.

L'après-midi, quatre groupes travaillent à l'identification des compétences de quatre métiers agricoles : gérant·e, ouvrier·e agricole, technicien·ne conseil et gérant·es d'un atelier agro-alimentaire. Sur le modèle du world café, les différents groupes s'enrichissent des propositions amendées par les un·es et les autres. Lors de la restitution, les riches débats autour des notions d'installation, de transition et de changement climatique mettent clairement en évidence nos problématiques communes.



Le 2^e jour débute autour de l'ancrage des établissements sur leurs territoires puis les *colleges* présentent leurs filières et le contenu de leur *diploma*, titre de niveau 6 équivalent au BTSA français mais avec un volume horaire d'économie bien moins conséquent que le BTSA ACSE de l'enseignement agricole. Comme la veille, les protagonistes sont à nouveau sollicité·es en groupes sur le thème : « quels types de formations pour quels types de public ? ».

A l'issue des 2 journées, plusieurs collaborations

s'envisagent. A court-terme ; des échanges en visioconférence autour de pratiques professionnelles communes dans la gestion d'une entreprise agricole ; à long terme des études de cas, un module commun d'enseignement de l'économie voire un projet pilote « s'installer en agriculture dans le KwaZulu-Natal ».



4 jours plus tard, le séminaire est mis en avant dans la capitale en marge du *Sciences forum & Innovation* de Pretoria. A l'issue d'une analyse du système agricole sud-africain, des présentations du F'SAGRI et de l'enseignement agricole français, les intervenant·es se rejoignent sur les difficultés d'accès aux ressources des petits agriculteurs locaux. La table ronde permet de confronter les points saillants de l'atelier de travail organisé la semaine précédente à Empageni avec les enjeux actuels des agriculteurs émergents et ainsi d'envisager ensemble les leviers d'un avenir durable.

Regards d'experts

Les quatre experts et expertes de l'enseignement agricole français apportent leur regard personnel sur le workshop. Ils témoignent des enjeux, des situations évoquées comme des travaux réalisés pendant les deux jours avec leurs collègues Sud-Africain·es.

Szprenkel Johanne, DRIF – DRAAF Occitanie à Toulouse en Haute-Garonne (31) : la mission a été riche d'enseignements tant de notre côté que de celui de nos collègues Sud-Africains, je pense. Nous avons pu croiser les regards et

envisager des pistes d'actions sur des sujets de préoccupation communs : le lien formation-entreprenariat agricole et l'accompagnement à la création d'entreprise agricole. Les participants au séminaire se sont véritablement engagés dans les exercices d'analyse des emplois dans le contexte socio-économique spécifique de l'Afrique du Sud. Cela nous a permis d'identifier ensemble les freins mais surtout les leviers possibles pour faire bouger les lignes dans le cadre de la formation. Reste à poursuivre notre partenariat à travers l'échange de pratiques pédagogiques et peut-être le développement de modules de formation communs pour "transformer l'essai ».

Lamy Stéphanie, enseignante d'économie à l'EPL d'Albi dans le Tarn (81) : cette mission a été l'occasion de rencontrer des acteurs du monde de la formation agricole en Afrique du sud et de mieux comprendre les enjeux et les problématiques de leur pays. Les échanges ont été nourris des expériences de chacun et nous avons pu partager nos méthodes de travail et nos réflexions pour un enseignement agricole performant et adapté aux enjeux du monde agricole de demain. La poursuite de cette mission d'expertise sera, sans nul doute, l'occasion d'approfondir ce partage et de travailler ensemble sur la conception de cursus de formation pertinents et efficaces. Ce sera aussi l'occasion de développer des outils pédagogiques communs permettant à chacun de faire progresser ses pratiques et d'ouvrir nos établissements vers d'autres horizons.

Leonardi François, Directeur de l'EPL de Tarbes dans les Hautes-Pyrénées (65) : cette mission en Afrique du Sud était une occasion de découvrir le KwaZulu-Natal et son système de formation agricole. La visite des établissements a permis de constater des similitudes dans l'organisation et les objectifs de formation. L'articulation des contenus en rapport avec les métiers visés semble moins présente et systématique que dans l'écriture de nos référentiels. Un

atelier avec les collègues enseignants et directeurs a mis en évidence la possibilité de travailler ensemble sur ces sujets. Nous avons également compris que les établissements de formation agricole sud-africains sont aussi sollicités par d'autres partenaires étrangers même si ces visites se traduisent rarement par de la coopération éducative. Les établissements restent donc en attente d'actions concrètes aussi bien au niveau des étudiants que des enseignants. L'absence de rencontre avec l'autorité de tutelle, le ministère de l'agriculture sud-africain, ne permet pas à ce stade de conclure sur les pistes de coopération esquissées.

Jean Marc Pécassou , enseignant Sciences économiques, sociales et gestion en BTSA ACSE, LEGTA de Pau-Montardon (64), agriculteur : ayant servi en coopération en Afrique de l'Ouest et désireux de m'impliquer en coopération internationale, c'est avec plaisir que j'ai candidaté pour cette mission, et autant de plaisir que j'ai eu à y participer. Les visites, les attentes et l'empan de la mission appelaient à un travail humble tout en restant ambitieux ; chaque rencontre, chaque animation de groupe ont fait remonter cette recherche universelle pour la production de denrées agricoles tout en rentabilisant l'outil permettant de produire. Nous nous sommes efforcés d'apporter des réponses via l'enseignement.

Contacts :

William GEX, co-animateur du réseau Afrique Australe, Océan Indien et Nigéria de la DGER, wiliam.gex@educagri.fr, Didier RAMAY co animateur du réseau géographique Afrique Australe Océan Indien de la DGER, Vanessa FOURSANS, animatrice du réseau CEFAGRI de la DGER, vanessa.forsans@educagri.fr

Rachid BENLAFQUIH, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise à l'international au BRECI/DGER, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr

La DGER dans le paysage scientifique mondiale

Retour sur la participation de la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche du Ministère français de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire au Word Science Forum en Afrique du Sud du 5 au 9 décembre 2022.

Le World Science Forum s'est tenu à Cape Town sous le patronage d'institutions prestigieuses comme l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Conseil international de la science (CIS), l'Association américaine pour le progrès de la science (AAAS) et le Conseil consultatif scientifique des académies européennes (EASAC). Comme son nom « WF2022 : Science for Social Justice », ce forum était dédié à la contribution essentielle que la science est appelée à apporter à la création d'un monde plus égalitaire, équitable et juste en ces temps sans précédent, marqués par des défis mondiaux tels que la pandémie de COVID-19, le changement climatique et la pauvreté persistante. Au total, ce sont 5 sessions plénières, 40 sessions thématiques et des événements parallèles, au cours desquels il a été discuté de la manière dont la production et l'application de nouvelles connaissances pourraient et devraient défier l'inégalité, l'injustice, la destruction environnementale et la marginalisation. La DGER-MASA a activement participé à 3 de ces événements.

14ème Assemblée Générale de l'Académie Africaine des Sciences

L'African Academy of Sciences (AAS) est une organisation panafricaine apolitique et à but non lucratif dont le siège est à Nairobi et qui a conclu un accord d'hébergement avec le gouvernement du Kenya. La vision de l'AAS est de voir des vies transformées sur le continent africain grâce à la science. C'est la seule Académie continentale en Afrique qui bénéficie du soutien et de la reconnaissance de l'Union africaine, ainsi que de plusieurs gouvernements et partenaires internationaux majeurs.



E
l
l
e
o
r
g
a
n
i
s
a

it, en marge du World Science Forum, sa 14^{ème} Assemblée Générale et a invité la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche à délivrer un discours lors de la session d'ouverture de cette AG. Représentée par la Directrice Adjointe du F'SAGRI, la DGER a réaffirmé ses priorités en terme de coopération en soulignant notamment les nombreux projets actuellement en cours en Afrique mais aussi exposé sa vision d'un continuum Recherche – Innovation – Enseignement, incitant les chercheurs à partager plus largement les résultats de leurs recherches pour en faire profiter la société civile.

1^{ère} Assemblée Générale de TSARA

Neuf mois après son lancement au Salon international de l'agriculture 2022, la première assemblée générale de l'initiative TSARA (Transformer les Systèmes Alimentaires et l'agriculture par la Recherche en partenariat avec l'Afrique) s'est tenue le 5 décembre à Cape Town en Afrique du Sud. Elle pose la première pierre de sa mise en œuvre avec ses 19 membres français et africains, issus de 11 pays, ainsi que d'autres participants. En marge du World Science Forum 2022, cette réunion organisée par INRAE, le Cirad et l'Agricultural Research Council (ARC) en présence de délégations de haut niveau, a été l'occasion de mettre en place la gouvernance et d'établir le calendrier opérationnel de l'initiative internationale. L'initiative TSARA a l'ambition de renforcer les coopérations de recherche en partenariat pour promouvoir une agriculture, des systèmes alimentaires et des paysages agricoles, pastoraux et forestiers durables. Cette initiative est au service de multiples enjeux en Afrique, et au-delà en Europe et dans le monde, sur des sujets tels que la sécurité alimentaire, la lutte contre le réchauffement climatique, le renforcement de la biodiversité, la santé des hommes, des animaux et des écosystèmes ainsi que l'emploi des jeunes et l'équité femmes-hommes.

Cette première assemblée générale a été l'occasion de doter l'initiative TSARA d'une gouvernance: un secrétariat opérationnel constitué de 12 institutions, 10 africaines et 2 françaises, représentant une grande diversité géographique. La présidence sera assurée sur la base d'un binôme d'instituts co-présidents, le Cirad et l'ARC en 2023 puis INRAE et ISRA par la suite. Mais elle a aussi permis à chacun des 8 groupes thématiques (les sols, l'eau et la forêt sous contrainte de changement climatique; la transition agroécologique de l'agriculture et de l'élevage; la durabilité des systèmes alimentaires; la santé des hommes, des animaux et des paysages; le travail et l'emploi) de présenter l'état d'avancement de leur travail, permettant de fonder la trame de

l'agenda scientifique de TSARA et de son plan d'actions 2023-2025.

« CHALLENGES OF URBANIZATION : FOOD SECURITY IN AFRICA »

Cette session était dédiée au défi que représente la sécurité alimentaire en Afrique, continent en proie actuellement à une urbanisation grandissante. En effet, les villes africaines



connaissent l'un des taux de croissance démographique les plus élevés au monde. Selon les Perspectives de l'urbanisation mondiale des Nations Unies, le nombre d'habitants de l'Afrique, qui s'élève à 1,1 milliard, doublera d'ici 2050. Les zones métropolitaines seront à l'origine de 80 % de ce développement, et de nombreuses personnes vivront dans des établissements informels. De nombreux problèmes découleront de ce degré

d'expansion, notamment la surpopulation urbaine, la pauvreté croissante et le délabrement des infrastructures. Plus important encore, le déclin de la population rurale affecte la capacité des communautés à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels de base des populations urbaines.

Lors de cette session a été discutée une nouvelle perspective de la sécurité alimentaire, une perspective qui met l'accent sur sa disponibilité, son accessibilité, son utilisation, sa stabilité, son agencement et sa durabilité. Cette nouvelle perspective devrait contribuer au développement durable aux niveaux local, national, régional et international. Pendant cette session, la Directrice Adjointe du F'SAGRI a présenté la contribution de la DGER à ces réflexions au travers des nombreuses activités de coopération en Afrique, citant notamment l'initiative TSARA et le F'SAGRI. Elle a illustré ses propos en évoquant le projet proposé par le F'SAGRI

'Initiating Food Sovereignty in South African Township', visant à développer un circuit de distribution alimentaire local, durable, s'appuyant sur les petits agriculteurs issus des communautés. De nombreux échanges fructueux, portant notamment sur les demandes de nouvelles universités pour rejoindre le F'SAGRI, ont suivi les présentations.

La place de la DGER réaffirmée

Au cours de cette semaine à Cape Town, la Direction de l'enseignement et la recherche du MASA a montré la valeur de sa contribution dans le paysage scientifique mondial. Au travers de ses nombreuses coopérations sur le territoire africain, elle propose sa vision en réponse à des problématiques universelles dont l'urgence ne fait plus doute, en contribuant à la justice alimentaire notamment.

Cette semaine a aussi été l'occasion pour le F'SAGRI de plaider pour une science impliquant les universités historiquement défavorisées. Au cours de ses différentes interactions, la Directrice Adjointe a reçu les demandes de 3 universités pour rejoindre l'institut, portant leur nombre à 7 et étendant la zone d'influence de l'institut sur 4 provinces sud-africaines.

Photo de tête d'article : Représentants des 12 institutions (10 africaines et 2 françaises) de la gouvernance de l'initiative TSARA lors de sa première assemblée générale.

Contacts :

*Séverine JALOUSTRE, Adjointe au Directeur, F'SAGRI – French South African Agricultural Institute –
severine.jaloustre@ul.ac.za*

*Rachid BENLAFQUIH, chargé de mission Afrique / Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale / Expertise internationale au BRECI/DGER,
rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr*